

Social

Les employés du secteur médico-social ont manifesté à Limoges pour de meilleurs salaires

Publié le 28/09/2022 à 20h46



Le Ségur de la santé a octroyé une prime de 183 € aux salariés des hôpitaux publics, mais rien aux associatifs, comme Léa et Lucile qui travaillent dans la prévention aux addictions. © franck jacquet

Les professions médicales, notamment dans les hôpitaux publics, ont obtenu une revalorisation salariale après la crise du covid... mais pas toutes. Plusieurs métiers du secteur médico-social associatif ont été laissés sur la touche, créant des disparités entre

les salariés des structures. Ils étaient 120 à manifester mercredi à Limoges.

Ils se sont baptisés "Les oubliés du Ségur".

Eux, ce sont les **20.000 salariés en Nouvelle Aquitaine** travaillant dans le secteur médico-social associatif et qui n'ont pas eu droit aux primes et augmentations salariales attribuées par le gouvernement après la crise du covid.

Qu'il s'agisse des **services administratifs, de la logistique ou ceux exerçant dans la prévention, un tiers des salariés associatifs déplore des écarts de salaires** qui créent aujourd'hui un malaise dans leur profession.

Des départs massifs

« Nos salaires ne sont pas du tout équitables comparé au secteur public hospitalier, au privé et aux Ehpad. Toutes les annonces de l'Etat n'ont été que partiellement honorées » explique Aurélie Bougnoteau, directrice de l'association Soins et santé (100 salariés à Limoges) et déléguée régionale de la fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne.

« Les écarts de salaire avec le public sont trop importants, entre 200 € et 500 €. Il y a des départs massifs dans notre secteur et on ne sait pas si nous serons capables dans les mois à venir de répondre aux besoins des personnes fragiles. »

AURÉLIE BOUGNOTEAU (Directrice association Soins et santé à Limoges)

Le secteur médico-social associatif s'occupe des personnes âgées dépendantes, des personnes handicapées, ou de la sauvegarde de l'enfance.

« Beaucoup de salariés partent dans le public parce que la différence de salaire est nette. Il y a une dégradation du travail, on sent qu'il y a de la tension dans nos services et cela entraîne une dégradation de notre accompagnement des usagers » témoigne Jean-Marie Farges, président de Polaris Formation.



La manifestation a rassemblé 120 salariés du Limousin.

Plus de candidats pour travailler...

« Une grande partie du personnel reste payée au smic et on a un manque d'attractivité. On a jamais eu aussi peu de candidats pour devenir éducateur ce qui nous fait craindre le pire pour l'avenir » confirme Ludovic Dubois, directeur de l'Areha à Bellac.

En France, cette disparité salariale entre les secteurs public, privé et associatif concerne 200.000 personnes.



Une délégation des associations a été reçue à la préfecture de la Haute-Vienne.